

Les dépenses de l'État en Bretagne

En Bretagne, les dépenses financées sur le budget de l'État s'élèvent à 12,9 milliards d'euros en 2005 soit une progression de 12 % depuis 2001. La croissance est forte en début de période puis moindre à partir de 2003.

Les ministères de l'Intérieur, de l'Éducation nationale, de la Défense et du Travail-emploi et formation professionnelle ainsi que le service des pensions rassemblent 80 % des dépenses de l'État dans la région. Le poids important du ministère de l'Intérieur s'explique par le fait qu'il verse les principales dotations destinées aux collectivités locales.

En 2005, les dépenses financées sur le budget de l'État en Bretagne s'élèvent à 12,9 milliards d'euros. Les dépenses sont très diverses : versement de salaires et de pensions,

exécution de marchés publics, attribution de subventions aux collectivités locales, aides aux particuliers ou aux entreprises.

Augmentation rapide en 2001 et 2002 puis moindre

De 2001 à 2005, les dépenses ont augmenté de 12 %, à un rythme rapide en 2001 et 2002, beaucoup plus lent ensuite.

Les dépenses se décomposent en dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement.

Les dépenses de fonctionnement (plus de 90 % de l'ensemble) se composent des salaires, des rémunérations et des pensions versées par l'État, des subventions attribuées et des autres dépenses (achats de matériels, fournitures, loyers et charges, travaux d'entretien...).

Les dépenses d'investissement sont constituées des investissements réalisés directement par l'État ainsi que des dotations ou subven-

Répartition des dépenses de l'État en Bretagne par ministère ou service (en %)

	2001	2002	2003	2004	2005
Intérieur	18,7	19,6	20,2	21,7	22,1
Pensions	15,6	15,3	15,5	15,8	16,1
Éducation nationale	17,0	16,4	16,1	16,0	15,5
Défense	14,9	14,3	13,2	14,1	13,5
Travail, emploi et formation professionnelle	11,6	12,0	12,9	11,9	11,8
Logement	5,5	5,4	5,2	5,0	5,8
Recherche et enseignement supérieur	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0
Affaires sociales	4,6	4,6	4,7	3,4	3,4
Autres (agriculture, services financiers, équipement...)	8,0	8,4	8,2	8,1	7,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Montant (millions d'euros)	11 512	12 239	12 478	12 667	12 877

Source : Trésorerie générale de la région Bretagne

tions d'investissement versées aux collectivités locales et d'aides allouées au secteur privé.

Les dépenses dans les départements du Finistère et d'Ille-et-Vilaine sont beaucoup plus élevées que dans le Morbihan et les Côtes-d'Armor. Les écarts tiennent à la population mais aussi à d'autres éléments. Ainsi dans le Finistère, les pensions versées et les dépenses du ministère de la Défense ont un poids beaucoup plus important que dans les autres départements.

Le poids des dotations pour les collectivités locales

Quatre ministères et un service totalisent près de 80 % des dépenses de l'État en Bretagne : Intérieur, pensions, Éducation nationale, Défense, Travail-emploi et formation professionnelle.

Le poids important du ministère de l'Intérieur s'explique par le fait qu'il verse les principales dotations destinées aux collectivités locales. Et le transfert de compétences au profit des collectivités locales s'est accentué au cours des dernières années, ce qui a contribué à augmenter la part des dépenses du ministère de l'Intérieur dans l'ensemble des dépenses de l'État.

Le poids du secteur *pensions* s'explique par le nombre important (250 000) de retraités qui résident en Bretagne. Pour la première fois en 2005, les dépenses de ce secteur dépassent celles de l'Éducation nationale.

En quatre ans, de 2001 à 2005, la masse des dépenses de la Défense et de l'Éducation nationale évoluent peu. C'est ce qui explique la baisse de leur part dans le total des dépenses.

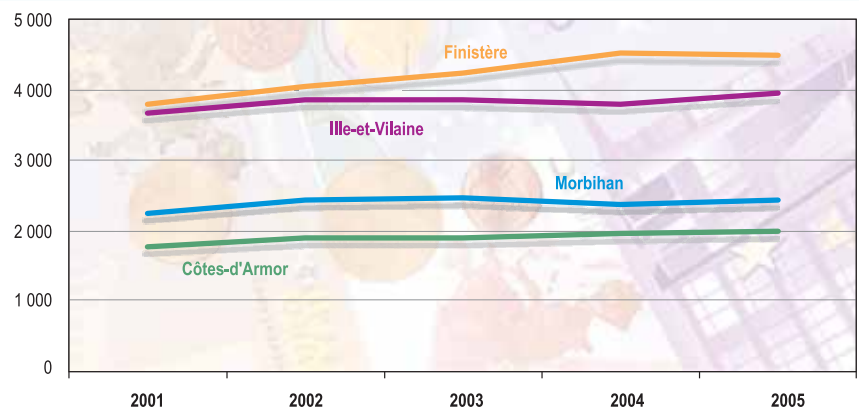
Dans l'Éducation nationale, la diminution du nombre d'enseignants et de fonctionnaires du Rectorat, l'interrégionalisation des services in-

Évolution des dépenses de l'État en Bretagne (millions d'euros)



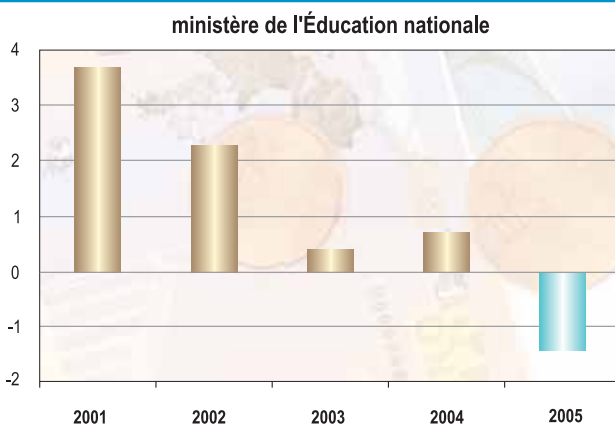
Source : Trésorerie générale de la région Bretagne

Dépenses de l'État par département (millions d'euros)

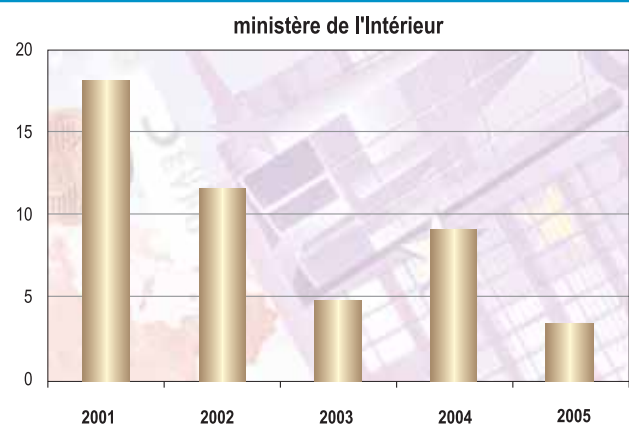


Source : Trésorerie générale de la région Bretagne

Variation des dépenses de l'État en Bretagne (en %)



Note : montant des dépenses en 2005 de 1 995 millions d'euros



Note : montant des dépenses en 2005 de 2 849 millions d'euros

Source : Trésorerie générale de la région Bretagne

formatiques, la centralisation de certains examens et concours entraînent une faible croissance des dépenses sur l'ensemble de la période, avec même une baisse en 2005.

Les dépenses du ministère des Affaires sociales augmentent jusqu'en 2003. En 2004 la baisse importante (- 26 %) résulte en grande partie du transfert aux Conseils généraux du versement du RMI.

■ **Jean-Yves LE GULUCHE**

Trésorerie générale de la région Bretagne

Pour en savoir plus

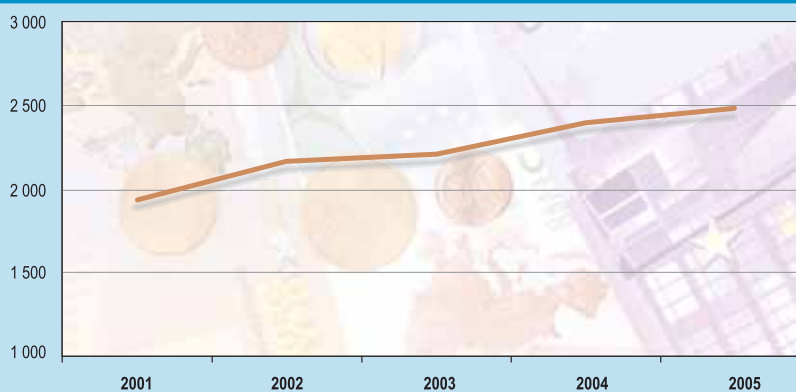
- Le poids de l'État en Bretagne en 2005 / Trésorerie générale de la région Bretagne - septembre 2006 - 69 p.
- Analyse financière rétrospective des quatre départements bretons 2001 - 2005 / Trésorerie générale de la région Bretagne, département des Études économiques et financières. - Rennes : Trésor public, septembre 2006 - 76 p.
- www.dgcl.interieur.gouv.fr
- www.minefi.gouv.fr
- www.colloc.minefi.gouv.fr
- www.bretagne.pref.gouv.fr

Concours financiers de l'État aux collectivités locales

De 2001 à 2005, l'ensemble des concours de l'État aux collectivités locales (dotation globale de décentralisation, dotation globale d'équipement, dotation globale de fonctionnement, fonds de compensation de la TVA, ...) atteint 11,2 milliards d'euros soit un peu plus de 18 % du total des dépenses de l'État en Bretagne. Ces concours sont en nette augmentation (+ 28 %) de 2001 à 2005. Et cette progression est liée à la compensation par l'État des transferts de compétences au profit des collectivités locales.

Depuis la loi de finances 2004, la dotation globale de fonctionnement est devenue le pivot des concours financiers de l'État en région et constitue les 2/3 du montant global de ces concours en 2005.

Concours financiers de l'État aux collectivités locales en Bretagne (millions d'euros)



Source : Trésorerie générale de la région Bretagne